

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, le 11 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BOSTIK

Route de Bailly
B.P. 30 009
60170 Ribécourt-Dreslincourt

Références : IC-R/0279/23-CM/SL
Code AIOT : 0005101506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement BOSTIK implanté Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOSTIK
- Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt
- Code AIOT : 0005101506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement BOSTIK a été créée en 1891. il est implanté sur la commune de Ribécourt-Dreslincourt dans le département de l'Oise (60) et compte actuellement environ 180 personnes. Il est spécialisé dans la fabrication de colles et d'adhésifs. Les principales gammes de produits fabriquées sur le site BOSTIK de Ribécourt-Dreslincourt sont :

- les émulsions vinyliques ;
- les colles aqueuses ;
- les colles thermofusibles ;
- les colles solvantées, polyuréthannes, époxy et polyester.

La production est de l'ordre de 55 000 tonnes par an.

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement est classé Seveso seuil haut par application de la règle du cumul pour l'addition des substances ou mélanges sources de dangers pour la santé.

Parmi les actes administratifs applicables au site, les arrêtés préfectoraux suivants encadrent le fonctionnement du site :

- arrêté préfectoral complémentaire du 29 novembre 2016 modifiant les prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de son site ;
- arrêté préfectoral du 29 janvier 2018 imposant à la société Bostik des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de son site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de l'état des stocks : dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
4	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
5	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
8	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant répond aux dispositions des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. La gestion des stocks réalisé permet de connaître dans un laps de temps raisonnable des produits présents sur le site, leurs quantités et leurs emplacements.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier relatif à l'état des stocks des substances sur son site. Ce fichier est extrait du logiciel SAP. Il reprend toutes les matières premières (combustibles ou non) et produits finis entrants et sortants du site, par code produit. S'agissant des déchets, l'exploitant tient à jour un état des stocks via un logiciel Tennaxia. Le jour de l'inspection, les deux états des stocks datés du jour ont été vus par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.
Constats : L'état des stocks présenté permet : <ul style="list-style-type: none">- la désignation du produit (nom commercial) ;- la quantité stockée avec l'unité (kg, l, m³ ou à l'unité) ;- le numéro CAS,- les pictogrammes de dangers associés au produit ;- les mentions de dangers associés au produit ;- la rubrique ICPE. <p>L'état des stocks laisse apparaitre que les quantités présentes sur le site sont largement inférieures au quantités identifiées dans l'arrêté préfectoral de classement administratif du site.</p> <p>L'exploitant indique que les batteries ou piles ont été exclues de l'état des stocks étant en très petite quantité sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Constats : L'état des stocks présenté par l'exploitant est un tableau unique avec colonne que l'exploitant peut masquer selon les besoins. Les noms indiqués des produits sont des noms commerciaux. Toutefois l'accès aux numéros CAS et aux mentions de dangers permettent de connaître rapidement les caractéristiques des substances . Par suite, ce document peut être vulgarisé.</p> <p>L'état des stocks tel que présenté est immédiatement lisible.</p> <p>Dans le POI du site, un plan reprenant la localisation des différents risques est existant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Constats : L'exploitant indique que l'ensemble des fiches de données de sécurité des matières premières et produits finis sont disponibles sous format informatique dans la base documentaire du groupe. Cette base est accessible depuis l'extérieur du site par VPN. La recherche se fait par code article. Les FDS d'un même code article sont disponibles par chaque fournisseur et en différentes langues.</p> <p>Par échantillonnage, l'ensemble des fiches de données de sécurité demandées ont été présentées. Elles sont assez récentes.</p> <p>Une procédure "pas à pas" permet de guider pour rechercher une FDS. Elle est intégrée au POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant indique qu'aucun exemplaire papier n'est disponible au poste de garde ou autre service. Une extraction du logiciel SAP est réalisée hebdomadairement et envoyée aux cadres de permanence et aux agents du service HSE. La procédure "Etat des stocks" permet de décrire les différentes étapes pour obtenir un état des stocks complet. Lors de l'inspection, l'exploitant a effectué la démarche décrite dans cette procédure en quelques minutes. Cette procédure est intégrée au POI du site. Les cadres d'astreinte sont formés sur cette procédure. L'exploitant dispose d'un état des matières stockées électronique, disponible sur site et également à distance via un VPN.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : Le POI du site intègre comme l'indique la procédure SE-002-PRO le référencement de l'état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : État des matières stockées – Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'état des stocks est mis à jour : <ul style="list-style-type: none">- en temps réel par une extraction SAP,- hebdomadaire pour les déchets. Une procédure PROC-00563 encadre la gestion des déchets sur le site : leur identification, leur étiquetage, leur stockage et leur élimination. La gestion des produits présents et leurs quantités sont intégrées dans cette dernière. Une vérification terrain est faite tous les matins. Lors de la visite de terrain, par échantillonnage, un rapprochement a été fait entre l'état des stocks présenté et les substances sur site : <ul style="list-style-type: none">- Emplacement H6 D224 Code produit 30610707 Quantité 420kg- Emplacement M11 C001Code produit 10001142 Quantité 11kg Ces deux produits étaient bien positionnés à leur emplacement indiqué dans le document "Etat des stocks" et dans la quantité mentionnée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet